La visite de Willy Nyamitwe et Luc Michel au Canada fait des remous

La Presse, 29 juillet 2016 Crise au Burundi : la visite à Québec d'un conseiller du président d'Orange La venue à Québec d'un proche conseiller du président du Burundi indispose le gouvernement canadien et provoque des remous au sein de la diaspora burundaise. Ottawa s'est montré critique au cours des derniers mois envers le régime burundais, qu'il a accusé d'opprimer sa propre population. [Photo : Willy Nyamitwe (à gauche), conseiller en communication du président du Burundi, en compagnie du militant belge d'extrême droite Luc Michel, à leur arrivée au Canada, le 28 juillet 2016.]

Willy Nyamitwe, porte-parole et conseiller en communication du président du Burundi, doit participer demain à Québec à une conférence-débat sur la situation qui prévaut dans ce petit pays d'Afrique de l'Est déchiré par une violence sociale et politique depuis maintenant 15 mois. L'événement, intitulé « Les vrais enjeux de la crise au Burundi », organisé par la diaspora burundaise en collaboration avec l'ambassade du Burundi au Canada, explique l'invité : « Le Canada n'a pas été officiellement informé des participants à cette conférence », a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, dans une déclaration écrite transmise à La Presse par son bureau. « Toute tentative d'autorités [burundaises] de déplacer le débat au Canada représenterait une distraction regrettable, inutile et inopportune », a ajouté le ministre Dion, rappelant que « le Canada a clairement appelé à un dialogue constructif et inclusif entre les parties prenantes au conflit au Burundi, sous la médiation internationale proposée par les pays de la région ». « Toutes les énergies politiques burundaises doivent se consacrer à ce dialogue pour un retour urgent de la paix et du respect des droits de la personne au Burundi. » Stéphane Dion, ministre des Affaires étrangères du Canada. Le Canada s'est montré critique à l'endroit du régime burundais depuis le début de la crise, en avril 2015, après la décision controversée du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Le ministre Dion affirmait notamment en décembre dernier que le gouvernement burundais était « sous observation » et qu'il devait « arrêter d'opprimer sa propre population ». Joint par La Presse à son arrivée à Montréal, hier soir, Willy Nyamitwe a répondu : « Ce n'est pas le dialogue burundais qui est déplacé au Canada », estimant plutôt qu'il « a un besoin de s'expliquer, de pouvoir donner une autre version des faits » sur ce qui se passe au Burundi, puisque les informations rapportées par les médias, notamment canadiens, « souvent, ne sont pas conformes à la réalité du terrain ». Bujumbura a bel et bien informé Ottawa de sa venue et qu'un visa lui a d'ailleurs été délivré. M. Nyamitwe a répondu que la conférence ne représenterait que le point de vue du gouvernement burundais, se disant « ouvert au débat contradictoire » et assurant que tous « auront droit de parole ». DIASPORA DIVISÉE La venue du porte-parole burundais crée aussi des remous au sein de la diaspora burundaise établie au Canada, dont une partie est aux abois. L'Alliance des Burundais du Canada (ABC) déplore la tenue de cette conférence, qu'elle considère comme « une source de désinformation du gouvernement du Burundi », a indiqué à La Presse Charles Makaza, porte-parole du regroupement. L'ABC annonce le déséquilibre des points de vue qui seront représentés lors de cet événement, qui tiendra dans un édifice municipal de l'arrondissement des Rivières, à Québec. « Cette conférence vient légitimer un gouvernement qu'on estime illégitime, un gouvernement qui commet des exactions reconnues par tous les organismes des droits de l'homme. » Charles Makaza, porte-parole de l'Alliance des Burundais du Canada. Outre Willy Nyamitwe, les organisateurs ont invité le militant belge d'extrême droite Luc Michel, qui aurait été embauché comme conseiller politique du président burundais, rapportait en mai dernier l'agence de presse belge Belga, ce qu'a nié le porte-parole du président. Contacté par La Presse, ce dernier n'avait pas répondu au moment de publier ces lignes. Un membre de la communauté burundaise du Canada ainsi que le professeur à la faculté de droit de l'Université de Montréal Amissi Manirabona compléteront le panel. Ce dernier a reconnu « des dérives » du pouvoir burundais, estimant cependant que les organisations de défense des droits de l'homme qui dénoncent des exactions « exagérées » et accusant l'opposition de recourir à la violence. Le président de la communauté burundaise de Québec, qui est l'un des coorganisateurs de la conférence, rejette les accusations de partialité, affirmant plutôt que l'événement est « neutre ». « C'est la suite du dialogue amorcé au Burundi par le président de la République », dit Anthony Nkurunziza, qui a aucun lien de parenté avec le président burundais. Si la conférence n'oppose pas au porte-parole du président burundais des représentants des opposants à son gouvernement, c'est parce que les organisateurs n'en ont pas trouvé, explique M. Nkurunziza. Les membres de la diaspora burundaise qui soutiennent le régime du président Pierre Nkurunziza, un Hutu, seraient principalement des réfugiés de longue date, qui ont fui les massacres des années 60 et 70 commis par le régime tutsi de l'époque envers les Hutus, a expliqué à La Presse un membre de la diaspora proche des opposants au régime, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. JEAN-THOMAS L'VEILLÉ